

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **AGRI-H-4** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Philippe COENJAARTS**  [**Philippe.COENJAARTS@ec.europa.eu**](mailto:Philippe.COENJAARTS@ec.europa.eu)  **+32-2-2967095**  **1**  **1er trimestre 2023**  **1 an[[1]](#footnote-1)**  **⮽ Bruxelles □ Luxembourg □ Autre: ……………..** |
|  | **⮽  Avec indemnités □   Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

Nous sommes l’unité « Assurance et audit – Développement rural» de la direction générale de l’agriculture et du développement rural (DG AGRI), qui est chargée de l’audit du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour lequel les paiements sont gérés et contrôlés par les États membres. Le principal objectif de notre unité est de fournir à la Commission l'assurance raisonnable que les dépenses du développement rural déclarées par les agences de paiement / autorités au nom du FEADER, ainsi que par l'Agence IPARD pour ce qui concerne IPARD, ont été effectuées conformément aux règles de l'Union européenne (UE).

Il sera demandé à l'END de prêter assistance pour nos principaux domaines d'activités suivants:

• Préparer, exécuter et assurer le suivi des audits sur l'utilisation des ressources de l'UE pour ce qui concerne les dépenses du développement rural.

• Analyser les rapports et déclarations soumises par les États Membres sur l'utilisation des ressources de l'UE pour ce qui concerne les dépenses du développement rural.

• Évaluer l'efficacité des systèmes de contrôle dans les États Membres pour la gestion de l'utilisation des ressources de l'UE, la prévention de la fraude et le respect des règles de l'UE pour l'emploi des fonds dans le domaine du développement rural.

• Fournir l'évaluation requise des statistiques de contrôle dans la cadre du rapport annuel d'activités de la DG AGRI.

• Assurer le suivi des irrégularités des périodes de programmation précédentes dans le domaine du développement rural.

Pour atteindre ces objectifs, les audits de conformité sont réalisés au moyen de contrôles sur place, d’audits documentaires et d'échanges bilatéraux ultérieurs. Parmi les autres tâches importantes de l’unité figurent la promotion de systèmes de contrôle efficaces et efficients, l’évaluation des propositions réglementaires et la participation à des échanges interservices et interinstitutionnels sur des questions relevant de la compétence de l’unité.

Le candidat doit être en mesure d’effectuer des audits dans les domaines susmentionnés et de mener la procédure d’apurement de conformité.

En même temps, le candidat doit avoir une connaissance des procédures d’assurance et d’audit dans le cadre du nouveau modèle de mise en œuvre applicable à partir de 2023.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s): économie, droit, agronomie, gestion.

Expérience professionnelle

Les candidats doivent être capables d'assister pour la réalisation des audits ainsi que leur suivi en temps opportun, de même qu'ils doivent pouvoir défendre leurs points de vue au cours de réunions avec la hiérarchie, les États Membres ainsi que d'autres institutions et instances.

Ils auront de préférence une expérience en matière d'audit ou similaire. La connaissance de la PAC et de la politique de développement rural constituerait un avantage.

Le travail requiert de grandes capacités analytiques, ainsi qu'un excellent esprit d'équipe mais également la capacité de travailler de manière indépendante.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Très bonnes capacités de communication et de rédaction en anglais. La connaissance d'autres langues de l'Union européenne constituerait un avantage.

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, …). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B.1. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 7 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, unité HR.B.1, [HR-B1-DPR@ec.europa.eu](mailto:HR-B1-DPR@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications de sécurité.

1. Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END). [↑](#footnote-ref-1)